



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2817
29 juillet 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Pouvoir d'achat

Il faut une vraie augmentation des salaires



Hôpital
**victime
du profit**

page 9

Afrique
**Macron
en inspection**

page 6

Total
**Petite ristourne,
gros profits**

page 12

Leur société

- Énergie: leçons de morale gouvernementales 3
- Économie de guerre en préparation 3
- Redevance audiovisuelle: vraie arnaque et faux débat 4
- Prix des pâtes: à la sauce spéculation 4
- Allocation adulte handicapé: même déconjugalisée, toujours insuffisante 4
- Des mots creux pour éteindre le feu 5
- Jeux Olympiques: "Ouvrons grand les escarcelles!" 5
- Livret A: le vol continue 5
- Darmanin: l'arbitraire jusqu'au bout 5
- TotalEnergies: le pyromane joue au pompier 12

Dans le monde

- Afrique: Macron en tournée pour l'impérialisme français 6
- Sri Lanka: le régime veut reprendre la main 6
- Canada: hypocrite pardon papal 6
- Italie: de Draghi à Salvini et Meloni 7
- Birmanie: la junte militaire exécute quatre opposants 7
- Migrants: liberté de circulation et d'installation! 12

Il y a 90 ans

- États-Unis, 1932: les balles de l'armée contre les manifestants 8

Dans les entreprises

- Hôpital: une victime de la loi du profit 9
- Centre Ibis - Bagnolet: en grève pour les salaires et la régularisation 9
- Swissport: voyages sans bagages 9
- Capécure Boulogne-sur-Mer: des profits dopés par l'exploitation et l'argent public 10
- Verrerie Arc: bas salaires et grosses subventions 10
- La Poste: toujours moins vite 10
- Transdev Seine-et-Marne: face à la colère, les représailles de la direction 11
- Safran - Corbeil: la direction ne digère pas les grèves 11

Caravanes

- Les militants de Lutte ouvrière à la rencontre des travailleurs 12

Petits gestes et grands profits des capitalistes

Dans les supermarchés ou à la pompe, la hausse des prix pèse de plus en plus sur les budgets des familles populaires. On restreint les déplacements, on renonce aux vacances ou on choisit une destination moins éloignée, quand on ne réduit pas les achats du quotidien.

Jouant les grands seigneurs, TotalEnergies annonce une remise à la pompe de 20 centimes par litre. Celle-ci ne démarrera qu'en septembre –il ne manquerait plus que les automobilistes en profitent pendant les vacances!– et ne durera que deux mois, avant de tomber à 10 centimes pour novembre et décembre.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, applaudit des deux mains. Il y voit la démonstration que les entreprises «font un geste» pour le pouvoir d'achat et assure que le gouvernement pourrait ajouter sa pierre, faisant passer la ristourne gouvernementale de 18 à 30 centimes en septembre et octobre.

Alors, on paiera peut-être le litre de carburant 1,50 euro dans un nombre limité de stations-service pendant quelques semaines, au moment où il faudra faire face aux achats de la rentrée pour les enfants. Et il faudrait remercier ces dames patronnesses et se contenter de l'aumône qu'elles daignent accorder? Mais Total ne fait que restituer en tout petit ce qu'il vole en très grand!

La multinationale, l'une des cinq qui font la pluie et le beau temps sur le marché pétrolier et énergétique mondial, affiche 5 milliards de profits pour le seul premier trimestre, sans compter les 4 milliards mis de côté pour les investissements prévus. En 2021, elle a encaissé 16 milliards. Ses actionnaires gavés ont d'ailleurs eux aussi «fait un geste» autrement plus conséquent, en augmentant les revenus du PDG, Pouyanné, qui ont progressé de 52% en 2021, culminant à 5,9 millions!

Du côté du transport maritime de marchandises, le groupe français CMA-CGM, troisième armateur mondial, a lui aussi annoncé une baisse des tarifs pour ses clients en France, qui n'écornera pas ses profits colossaux.

Des députés de la Nupes, mais aussi du RN et même quelques-uns de la majorité, revendiquent une taxe sur les superprofits, mais à titre exceptionnel. Ce n'est pas cela qui remettra en cause l'accumulation permanente de profits du grand patronat.

Les députés font le spectacle à l'Assemblée, les noms d'oiseaux fusent et certains mettent

en avant des propositions plus radicales que celles du gouvernement. Mais personne ne parle de contrôler ces grands groupes, personne ne remet en cause leur domination sur l'économie et sur toute la société.

C'est pourtant le cœur du problème. Les grands groupes capitalistes ne sont pas seulement des profiteurs de crise, accumulant des profits insolents grâce aux convulsions de l'économie. Ils en sont aussi à l'origine.

L'évolution des cours des céréales l'illustre. Après avoir grimpé en flèche, les cours du blé se sont effondrés vendredi à la Bourse de Chicago, suite à l'accord entre la Russie et l'Ukraine sur la circulation des bateaux ukrainiens. Les hausses ou les baisses des cours ne correspondent pas à ce qui est actuellement en stock, mais aux paris des spéculateurs sur ce que sera le marché demain et sur les profits qu'ils pourront en tirer. Des millions de familles en paient pourtant les conséquences dès aujourd'hui, menacées de famine dans les pays les plus pauvres.

Chaque événement, de la crise sanitaire à la guerre en Ukraine, en passant par la sécheresse,

est une occasion de profits supplémentaires pour les capitalistes, quitte à alimenter le chaos et à rapprocher toute l'économie du blocage complet et de l'effondrement.

Les travailleurs ne peuvent pas compter sur le gouvernement ou les ristournes des trusts pour sauver leur peau. Ils ne peuvent pas plus espérer une solution des gesticulations de l'opposition.

Ne serait-ce que pour freiner la dégradation des conditions de vie, il faudra se battre pour nos besoins vitaux, à commencer par l'augmentation des salaires et leur indexation sur le coût de la vie.

Mais, dans cette période où les crises s'accroissent, la question qui se pose aux travailleurs est d'ôter le pouvoir aux capitalistes. Ceux-ci dominent une économie depuis longtemps socialisée, organisée à l'échelle du monde, mais toutes leurs décisions sont dictées par la recherche de leur profit privé. Les travailleurs, s'ils réalisent de quelle force collective ils disposent, sont les seuls à pouvoir sortir la société de cette impasse, qui conduit à la barbarie.

Nous faisons fonctionner toute la société, à nous de la diriger pour la mettre au service de l'humanité.

Nathalie Arthaud



Énergie : leçons de morale gouvernementales

Agnès Panier-Runacher, la ministre de la Transition énergétique, a annoncé dans le *Journal du Dimanche* du 23 juillet quelles seraient les premières mesures destinées à réduire la consommation énergétique.

Deux décrets sont en passe d'être publiés, concernant des pratiques de magasins qui, à l'en croire, choqueraient les Français. Le premier décret va généraliser l'interdiction des publicités lumineuses entre 1 heure et 6 heures du matin, sauf pour les gares et les aéroports, sous peine d'une amende de 1500 euros. Sachant que, dans les villes petites et moyennes, les enseignes lumineuses

sont plutôt l'exception, cette interdiction vise à tout prendre une petite minorité de magasins des grandes agglomérations, que les horaires d'interdiction ne gêneront guère.

Le second décret est dans la même veine : il interdit aux magasins d'avoir leur porte ouverte lorsque la climatisation fonctionne. L'amende serait alors de 750 euros. Lorsqu'un magasin installe un système



LE PARISIEN

de climatisation, ce n'est évidemment pas dans le but de refroidir la rue. Et quand on est un petit commerçant qui fait l'effort de refroidir (ou de chauffer en hiver) son magasin, cela occasionne suffisamment de frais supplémentaires pour ne pas avoir besoin d'en rajouter.

En s'en prenant aux

commerces, la ministre reste dans l'axe de toutes les actions de ce gouvernement, qui ne voit les problèmes que par le petit bout de la lorgnette. Comme ses compères en politique, elle n'est pas avare de conseils moralisateurs donnés à la population, pour tenter de masquer l'inaction gouvernementale face au réchauffement

climatique. Les industriels, qui sont pourtant de gros consommateurs d'énergie, échappent, eux, à ses platitudes. Le gouvernement estime qu'ils « optimisent leur consommation d'énergie depuis très longtemps » et que, de toute façon, il faut bien « protéger les chaînes de production »!

Marianne Lamiral

Économie de guerre en préparation

La loi sur le pouvoir d'achat comporte une série d'articles sur la souveraineté énergétique qui donnent au gouvernement la possibilité de disposer de pouvoirs étendus pour faire face à un arrêt éventuel des approvisionnements en gaz russe.

Si ces articles ont donné lieu à une passe d'armes avec les différents partis de la Nupes sur le recours à des énergies polluantes et le renoncement aux objectifs écologiques, quasiment aucun parlementaire n'a souligné qu'ils ont en germe la préparation à une économie de guerre.

Selon les explications du gouvernement en introduction du projet de loi, il envisage « de restreindre ou de suspendre le fonctionnement

des centrales à gaz pour privilégier d'autres usages, soit sur des périodes où l'équilibre entre l'offre et la demande en électricité serait également à risque, de réquisitionner ces centrales pour qu'elles fonctionnent uniquement lorsque cela est estimé nécessaire à la sauvegarde du système électrique et pas à d'autres moments que le strict nécessaire ».

Ainsi l'État pourrait décider de prendre le contrôle de la production et de la

distribution de l'énergie, en indemnisant les entreprises qui seraient lésées par ces dispositifs, indemnités que les entreprises les plus importantes, TotalEnergies et autres, ont d'ailleurs déjà commencé à discuter. En cas de redémarrage de la centrale à charbon de Saint-Avold en Moselle, fermée en mars 2022, les personnels licenciés ou en congé de reclassement seront repris avec des CDD de mission d'une durée maximale de 36 mois, même si le Code du travail interdit à une entreprise de réembaucher les salariés qu'elle a licenciés six mois auparavant. La loi prévoit la possibilité de nombreuses dérogations

aux différentes obligations administratives, environnementales et au Code du travail.

Après les mesures autoritaires de l'État déployées à la suite des attentats puis lors de la crise Covid, viennent donc celles liées à la situation de guerre. Certaines d'entre elles pourront paraître justifiées face à des urgences indéniables mais, décidées par l'État sans contrôle possible de la population, elles seront surtout des armes pour défendre les intérêts globaux de la bourgeoisie. Si la concurrence entre les entreprises se révélait un frein pour faire face aux nécessités de fonctionnement de

la société, l'État se substituerait à la loi du marché et imposerait une politique à chacune de ces entreprises, quitte à les indemniser.

Macron a déjà prévenu qu'il fallait se préparer à une économie de guerre et le gouvernement se donne les moyens d'imposer ses choix aux trusts de l'énergie, dans l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie. La population n'en aura certainement pas moins à payer pour les conséquences de la crise énergétique, mais tout sera fait pour que les actionnaires des trusts concernés n'en souffrent pas.

Inès Rabah

Fil rouge

La crise, ça leur profite

Le gouvernement se félicite des ristournes sur les prix annoncées par le groupe de transport maritime CMA-CGM. Quelle comédie ! La situation de quasi-monopole de ce groupe dans les rouages de l'économie capitaliste a permis à ses profits de crever tous les plafonds l'an dernier, tout en engendrant pénuries, crise et étranglement des classes populaires.

C'est à ce prix que la famille Saadé, propriétaire de CMA-CGM, a augmenté

sa fortune de 30 milliards en un an ! Et il faudrait la remercier de cette aumône ?

Entre la police et la population, le courant passe

La police des polices, l'IGPN, vient de rendre son rapport annuel pour l'année 2021. Les tirs de taser, pistolet qui envoie une décharge électrique, explosent : on en recense 2699, contre quelque 1400 cinq ans auparavant. Cette arme équipée de plus en plus de policiers et son usage se banalise. Elle rejoint les LBD, Flashball et autres, sans

compter les armes à feu, qui constituent l'arsenal des policiers.

La police prétend protéger la population, mais qui la protège de la police ?

Smic : toujours en dessous du minimum

Le smic va connaître une troisième augmentation cette année, consécutive à la hausse officielle des prix. Le 1^{er} août, le salaire net minimum passera de 1302,64 euros à 1329,06 euros, soit une hausse de 2 %. Sur l'année, il aura augmenté de 60 euros net mensuels.

Le gouvernement se

réfère à la hausse officielle des prix, de 5,8 %, pour prétendre que la hausse du smic la compense, mais ces chiffres officiels sont loin de la hausse réelle des prix, particulièrement élevée pour le carburant et l'alimentation.

Le gouvernement n'accordera aucun coup de pouce supplémentaire, façon de conforter la politique générale du patronat de refus d'augmenter les salaires.

Leur camp n'est pas celui des travailleurs

À l'Assemblée nationale, les députés RN ont voté non

seulement pour le projet de loi pouvoir d'achat du gouvernement, mais contre l'augmentation, pourtant nettement insuffisante, du smic à 1500 euros proposée par les députés de la Nupes. « C'est une mesure qui nous paraît complètement aberrante, qui va mettre l'économie à plat », a justifié Laure Lavalette, la porte-parole des députés RN.

Pour elle, il n'est pas aberrant que des millions de travailleurs gagnent moins de 2000 euros par mois, dans un pays où le grand patronat accumule les milliards !

Redevance audiovisuelle : vraie arnaque et faux débat



La suppression de la redevance audiovisuelle figure parmi les mesures présentées par le gouvernement dans le cadre de la loi pouvoir d'achat.

D'un montant de 138 euros par an quels que soient les revenus du foyer, elle finançait les entreprises publiques de l'audiovisuel, comme France Télévisions et Radio France.

Leur budget sera désormais alimenté par une partie des revenus de la TVA qui, elle aussi, taxe à l'identique les achats de tous, que l'on soit milliardaire ou au RSA. Or, avec l'inflation, le montant de la TVA prélevée augmente mécaniquement. La feuille d'impôt sera allégée de 138 euros (soit à peine plus de 11 euros par mois), mais le gouvernement va récupérer de la main droite ce qu'il aura rendu de la main gauche, du simple fait de l'augmentation des prix.

Si les macronistes ont trouvé sans difficulté le soutien de la droite et du RN, la Nupes s'est opposée à la suppression de la redevance, au nom de l'indépendance

de l'audiovisuel public. Mais sont-ils indépendants, les présentateurs des JT de France 2 qui ressassent à longueur de journal que, si les chômeurs ne trouvent pas de travail, c'est parce qu'ils sont mal formés, que si l'armée française est en Afrique c'est pour défendre la démocratie, et que les grèves menacent la bonne santé de l'économie? Ces journalistes stars abreuvent les téléspectateurs des mêmes discours nationalistes, conformistes et antiouvriers que ceux des chaînes privées. Leur morale et leurs idées ne dépendent pas du statut de leur entreprise, mais de leur appartenance au même milieu social que les dirigeants économiques et politiques, et de leur attachement profond à l'ordre social bourgeois. Leur travail est de le défendre, et ils s'en montrent conscients, qu'ils dépendent de l'État ou directement de

capitaux privés.

Heureusement, on ne trouve pas que cela sur l'audiovisuel public. Mais les journalistes soucieux d'enquêter librement n'échappent pas à la censure de leur direction, quand leur travail déplaît au pouvoir ou à des groupes capitalistes puissants. Ceux-ci ne manquent d'ailleurs pas de moyens de pression sur l'audiovisuel public, par exemple à travers le marché de la publicité.

Des milliers de techniciens, ouvriers, employés qui font tourner ces entreprises craignent que cette réforme du financement n'annonce de nouvelles baisses de moyens. Mais l'existence de la redevance ne les a jamais protégés, comme en témoignent les suppressions d'emplois et restructurations imposées par les directions de France Télévisions et de Radio France ces dernières années. Ces attaques ont d'ailleurs provoqué de nombreuses réactions, et des grèves déterminées, dont l'une a duré plus de deux mois à Radio France fin 2019 et début 2020.

Cette force collective et le soutien de l'opinion publique seront un moyen bien plus sûr de défendre leur gagne-pain et la liberté d'expression dans ce secteur que la perception d'une taxe.

Claire Dunois

Allocation adulte handicapé : même déconjugalisation, toujours insuffisante

Jeudi 21 juillet, la déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé (AAH) a été votée à l'Assemblée nationale, mais elle ne sera mise en pratique qu'au 1^{er} octobre 2023.

L'AAH est attribuée sous réserve de respecter divers critères. Elle est notamment calculée en fonction des revenus fiscaux du foyer, et le conjoint d'une personne ayant un bon revenu peut donc ne pas avoir droit à une allocation : c'est ce qui devrait changer dans quatorze mois.

Sur 1,2 million de personnes touchant l'AAH, 270 000 dépendent de leur conjoint. Le montant de

l'AAH peut être très diminué du fait de la prise en compte du revenu fiscal du foyer. Les personnes concernées n'ont donc pas d'autonomie financière.

Avec le nouveau système, l'allocation augmenterait de 300 euros en moyenne pour 160 000 personnes, mais elle diminuerait pour 45 000 allocataires, ceux dont le conjoint n'a pas de revenu. Pour compenser cette baisse,

le gouvernement propose un dispositif transitoire : conserver le montant de l'allocation jusqu'à l'expiration des droits acquis.

Quoi qu'il en soit, le montant actuel maximal de l'AAH reste de 956 euros mensuels pour un célibataire sans ressources dans l'incapacité de travailler. Il est donc en dessous du seuil de pauvreté en 2022, soit 1 102 euros mensuels. Aux allocataires à qui on promettait dignité et indépendance, on n'offre que trop peu et trop tard.

Nicole Moreno

Prix des pâtes : à la sauce spéculation

Le prix des coquillettes a augmenté de 57 % en quelques semaines l'hiver dernier, et celui des pâtes en général de 15 % en un an. Voilà un exemple d'aliment de base subissant une inflation que chacun peut constater en magasin.

Quant à dire d'où vient cette hausse, certains l'attribuent à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui entrave les exportations de ces deux grands producteurs de blé. Or cette région du monde n'exporte pas de blé dur, la variété utilisée pour faire des pâtes, mais du blé tendre, dont on fait la farine et le pain. D'autres incriminent donc la sécheresse qui a frappé l'été dernier le Canada, producteur et exportateur important de blé dur. Or le cours en Bourse de cette céréale avait déjà augmenté de 50 % en un an, avant l'été 2021. Il s'est envolé ensuite, le blé dur valant trois à quatre fois plus cher fin 2021 qu'en 2019. Si son prix a depuis un peu reculé, il reste très élevé.

Le lieu où les cours du blé et d'autres céréales sont fixés pour toute la planète est la Bourse de Chicago. Pour les financiers, le blé est un support de spéculation comme un autre. Ils ne spéculent pas que sur son prix, mais aussi sur les contrats d'assurance souscrits contre les aléas climatiques et sur d'autres produits dérivés. En dix ans, de 2003 à 2013, la masse des capitaux misés sur ces marchés a triplé. Quant à 2022, le volume quotidien de transactions financières d'un des fonds spécialisés dans le blé a été multiplié par cent au premier trimestre. Conséquence : le cours du blé peut varier de 10 à 20 % en une seule journée, sans que cela ait un quelconque rapport avec sa production,

son transport ou sa transformation en pâtes.

En outre, le commerce mondial des céréales est aujourd'hui concentré entre les mains de quatre groupes capitalistes : Archer Daniel Midlands, Bunge, Cargill et le groupe Louis-Dreyfus. Cette dernière entreprise est toujours aux mains des héritiers du fondateur alsacien, plus d'un siècle et demi après sa fondation. Elle possède sa propre flotte et s'est imposée comme intermédiaire entre les producteurs de blé, auxquels elle achète avec des contrats qui leur garantissent un prix, et les industriels qui fabriquent les pâtes, auxquels elle vend le blé au prix fixé à Chicago. Le niveau des stocks détenus par ces quatre groupes capitalistes n'est connu que d'eux seuls : il leur est facile de créer une pénurie artificielle pour vendre plus cher.

Bien sûr, d'autres coûts interviennent dans la fabrication des pâtes : le transport, l'énergie, les emballages. Ces activités sont, tout autant que la commercialisation du blé, aux mains de quelques groupes capitalistes qui peuvent imposer leurs conditions. C'est ce que font aussi les géants de la grande distribution, qui ont également augmenté considérablement les pâtes premiers prix, taxant ainsi les familles populaires.

Nourrir la population ou alimenter les profits : les géants du secteur ont choisi leur priorité.

Lucien Détroit



Des mots creux pour éteindre le feu

Lors de son passage à La Teste-de-Buch sur le front des incendies, Macron n'a pas été avare de bonnes paroles envers les pompiers : « Vous faites un travail remarquable. Merci à vous, merci infiniment. »

C'est à peu de choses près les mêmes mots qu'il avait prononcés l'an dernier lors de sa visite sur l'incendie des Maures.

Les discours sont un exercice obligé pour un président ou un ministre à chaque grande catastrophe naturelle, suivis de la promesse de moyens supplémentaires. Mais, si ces promesses étaient suivies, on n'en serait pas à la situation que dénoncent aujourd'hui les syndicats de sapeurs-pompiers, SUD notamment : « Celles et ceux qui sont dans les casernes donnent autant qu'elles et ils le peuvent, mais ce fonctionnement ne tiendra plus longtemps. » Certes, le nombre de sapeurs-pompiers est à peu près stable depuis 2010 mais, la population augmentant, la charge

qui incombe à chacun ne cesse de s'alourdir.

Il y a actuellement 42 000 pompiers professionnels, rémunérés par les départements, et 198 000 volontaires, sachant que parmi ces derniers sont comptés aussi bien ceux qui sont disponibles toute l'année que ceux qui donnent deux heures par semaine. Sans ces volontaires, que l'on voit se porter au côté des professionnels sur les grands incendies loin de chez eux, rien ne fonctionnerait. En cas d'incendie, huit pompiers mobilisés sur dix sont des volontaires. Là aussi les effectifs n'ont pas suivi l'augmentation de la population. En 1973, on comptait 388 pompiers volontaires pour 100 000 habitants. Il n'y en avait plus que 293 en 2020.

Alors que ces volontaires

sont indispensables, leur recrutement est d'autant moins assuré pour les années qui viennent que le gouvernement compte sur leur seul dévouement. Ils ne touchent qu'une indemnité de 8 euros de l'heure d'intervention. Les syndicats dénoncent la tendance des départements, faute de pompiers professionnels, à les utiliser pour toutes les missions, puisqu'il n'y a pas avec eux de contrat de travail. Le responsable CGT des sapeurs-pompiers, cité par *L'Humanité*, a même déclaré : « Comme les coursiers à vélo de Deliveroo, des sapeurs enchaînant les missions pourraient très bien aller en justice pour demander la requalification de leur travail en salariat. »

Macron a aussi promis des moyens matériels... comme l'an dernier. Mais cela fait des années que la flotte de Canadair est insuffisante et vieillissante.

Jeux Olympiques : "Ouvrons grand les escarcelles!"

Deux ans tout juste avant l'ouverture des jeux Olympiques à Paris, rien n'est finalisé et les chantiers pour les installations sportives et les logements sont en cours, mais le slogan du comité d'organisation est déjà trouvé : « Ouvrons grand les Jeux! »

Même si Macron, de son côté, a tenu à affirmer que « les Jeux doivent financer les Jeux », d'autres sons de cloche se font entendre et les exemples du passé laissent la porte ouverte à toutes les

crainces sur qui devra payer l'addition.

Sur le chantier de construction du Village olympique de Saint-Denis, les responsables ont déjà indiqué que le budget ne serait pas respecté. Calculé à l'origine sur la base d'une inflation à 2 %, celle-ci se monte à 11 % dans le secteur du bâtiment. Et qui va devoir compenser cette augmentation ? L'État et les collectivités locales, c'est-à-dire la population à travers des hausses d'impôts ou de taxes.

Par ailleurs, le coût annoncé est toujours inférieur au coût réel, ne serait-ce que par la façon dont s'opère la sélection. C'est le CIO qui choisit quelle ville accueillera les prochains Jeux et, pour avoir des chances d'être élue, c'est à laquelle proposera un maximum

de tape-à-l'œil pour un minimum de coût, qu'il est impossible de tenir. Ainsi, pour les Jeux d'Athènes en 2004, le dossier prévoyait 5,3 milliards d'euros de dépenses ; elles se sont élevées à l'arrivée à 11,1 milliards, soit un dépassement de 109 %. Pour Londres en 2012, entre un projet évalué à 4,8 milliards d'euros et des dépenses finales de 10,9 milliards, celui-ci a été de 127 %. Le vainqueur de cette compétition, si l'on peut dire, fut Pékin, où entre les chiffres du départ et ceux de l'arrivée, le dépassement a fait le grand écart avec 1130 % ! Il n'y a rien d'étonnant, dans ces conditions, que de nombreuses villes déclarent forfait afin de ne pas organiser les Jeux. Et d'autres, comme Athènes ou Pékin, se sont endettées pendant des années pour construire des infrastructures inutilisées et qui tombent en ruine.

Heureusement qu'à Paris le grand mage Macron a certifié qu'il n'y aurait pas de dérives des coûts !

Marianne Lamiral



Son renouvellement se fait à petite vitesse, si bien qu'une partie des avions étaient immobilisés au début des incendies, pour des opérations de maintenance nécessaires sur des appareils anciens. Macron a parlé de commandes mais, selon Viking, l'avionneur canadien qui a repris la

fabrication à Bombardier, les avions ne seront pas là avant 2026.

Quand il s'agit d'engins de guerre, Macron sait annoncer une hausse du budget de l'armée, et la fabrication ne tarde pas. À croire que, pour les incendies, il n'y a pas le feu.

Daniel Mescla

Livret A : le vol continue

Le taux du livret A va doubler au 1^{er} août, passant de 1 à 2 %. Mais si on le rapporte au taux d'inflation, c'est en réalité un vol opéré sur l'épargne des milieux populaires.

Le livret A est en effet le placement d'épargne le plus utilisé en France, avec près de 56 millions de comptes actifs. Son encours cumulé est d'environ 300 milliards d'euros. Le ministre de l'Économie, Le Maire, en vante bien entendu le « rendement », et s'indigne qu'on puisse y voir une fausse bonne affaire. Il se jette également des roses pour la modification du taux du livret d'épargne populaire, qui passe à 4,5 %. Or le taux d'inflation officiel est actuellement de 5,8 %, et l'Insee, l'institut public des statistiques, prévoit qu'il approchera 7 % à partir de septembre. Ce taux

est en réalité largement sous-estimé.

Pour ceux parmi les familles populaires qui parviennent encore à épargner, la valeur réelle de leurs économies baisse donc, y compris compte tenu du soi-disant rendement, qui est en fait un trompe-l'œil. Ainsi, pour un livret A de 3 000 euros, c'est l'équivalent de 150 euros qui seront probablement perdus à la fin de l'année.

Trompe-l'œil pour les épargnants, mais pas pour les banques qui peuvent, elles, se servir de ces centaines de milliards pour leurs opérations.

Thomas Baumer

Darmanin : l'arbitraire jusqu'au bout

Après l'agression de policiers mercredi 20 juillet à Lyon, un suspect a rapidement été arrêté et le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est empressé de twitter qu'il serait expulsé puisqu'il n'a pas la nationalité française.

Cherchant à désamorcer la grogne des policiers et à afficher une posture de fermeté à destination de la fraction réactionnaire de l'opinion publique, Darmanin a cependant dégainé trop vite puisque le suspect

a été mis hors de cause par le parquet. Fidèle à lui-même, Darmanin n'a ni corrigé son erreur ni publié d'excuses. Au contraire, il a confirmé que le non-suspect serait quand même expulsé en raison de son casier judiciaire. Et vive l'arbitraire !

Dans leur course à l'échafaud avec l'extrême droite pour flatter les sentiments les plus réactionnaires et sécuritaires, Darmanin et le gouvernement n'ont décidément pas de limites.

Boris Savin



Afrique: Macron en tournée pour l'impérialisme français

Emmanuel Macron a entamé lundi 25 juillet une tournée africaine de quatre jours commencée au Cameroun, qui s'est poursuivie au Bénin et en Guinée-Bissau. Après la fin sans gloire de l'opération Barkhane au Mali, il entend défendre en Afrique centrale les intérêts de l'impérialisme français malmenés au Sahel.

On est loin en effet du temps où François Hollande, au début de sa présidence, se faisait acclamer au Mali, ou du voyage de Macron à Ouagadougou au Burkina Faso en novembre 2017. Il avait alors hypocritement conseillé aux étudiants venus l'écouter de prendre le sort de leur pays en main et de ne pas tout attendre de la France. Ceux-ci ont suivi ses conseils à la lettre, puisqu'ils bloquent désormais ses convois militaires et qu'une nouvelle visite du président français n'est même pas envisageable.

Macron se replie donc sur ce vieil ami de l'impérialisme

français qu'est le dictateur camerounais Paul Biya. Celui-ci est au pouvoir depuis quarante ans, à la suite d'élections toutes plus truquées les unes que les autres. Son opposant lors de celle d'octobre 2018 a payé de neuf mois de prison le fait d'avoir osé contester les résultats. On ne compte plus au Cameroun les militants emprisonnés, torturés et exécutés dans l'ombre. Dans les régions anglophones, la répression de l'armée contre les mouvements séparatistes a fait des milliers de morts dans la population. Mais l'argent n'a pas d'odeur. Le Cameroun est encore le fief

de nombreuses sociétés françaises, même si elles n'y ont plus l'exclusivité. Le pétrolier Perenco, qui a repris les activités de Total, est ainsi le premier producteur du pays.

Ancienne colonie de la France, le Cameroun est, jusqu'à aujourd'hui, resté dans son orbite. Avant l'indépendance, l'armée française avait mené une guerre féroce au mouvement populaire qu'était l'UPC (Union des populations du Cameroun), qui s'appuyait sur un soulèvement paysan massif. Elle avait assassiné son président Ruben Um Nyobe et les services secrets avaient propulsé à la tête de l'État un homme à eux, Ahmadou Ahidjo, puis veillé à ce que Paul Biya lui succède. Elf et Bolloré, ou ses prédécesseurs, y ont gagné la mainmise sur les richesses du pays.



Mais aujourd'hui la situation a évolué, et alors que d'autres concurrents sont sur les rangs, Macron ne voudrait pas voir l'impérialisme français évincé. Le fait que le Cameroun ait signé en avril dernier un accord de défense avec la Russie a de quoi l'inquiéter. Pendant longtemps, l'armée française a été une assurance vie pour les dictateurs africains qui en échange permettaient le pillage de leur pays. Désormais,

les exemples du Mali et de la Centrafrique montrent que les milices russes de Wagner, ou d'autres, pourraient très bien jouer ce rôle.

Macron peut faire mine de s'inquiéter du sort de la population camerounaise qui subit la crise alimentaire, sa seule vraie préoccupation est de ne pas laisser l'impérialisme français se faire évincer de cette partie de l'Afrique.

Daniel Mescla

Sri Lanka: le régime veut reprendre la main

Après des mois de protestation contre les pénuries et l'inflation, et après l'envahissement de son palais, le président srilankais Gotabaya Rajapaksa a été obligé de s'enfuir à Singapour, d'où il a envoyé sa démission le 13 juillet. Mais le régime, après un moment de flottement, n'a pas tardé à reprendre la main.

Le Premier ministre du Sri Lanka, Ranil Wickremesinghe, adoubé par le Parlement, est devenu président par intérim alors que c'est un proche de l'ancien dirigeant et que les manifestants réclamaient également son départ. D'ailleurs, nombre des membres du nouveau gouvernement sont des soutiens connus et revendiqués du clan Rajapaksa. Sitôt investi, le nouveau président a envoyé des centaines de policiers et de soldats armés de fusils d'assaut et de matraques pour expulser les derniers manifestants qui occupaient le palais et qui avaient pourtant annoncé qu'ils quitteraient le bâtiment pacifiquement. L'intention de faire un exemple est évidente: l'intervention s'est soldée par 48 blessés et neuf arrestations.

Le régime tente de reprendre la situation en

main, alors que la crise économique continue à s'aggraver. Dans ce pays pauvre, largement dominé par l'impérialisme, les pénuries de nourriture, de médicaments, de carburant, les coupures d'électricité, rendent la vie des classes populaires insupportable. Le nouveau gouvernement a annoncé la réouverture des écoles, mais seulement trois jours par semaine, faute d'essence pour les transports en commun. Aucun des problèmes vitaux des classes populaires n'a été réglé, mais le gouvernement a repris les négociations avec le FMI, ce qui laisse prévoir des plans d'austérité en échange de prêts.

Les travailleurs du Sri Lanka n'ont aucune raison de se contenter d'un changement à la tête de l'État, et encore moins d'accepter le retour de bâton avec la répression qui s'amorce.

Camille Paglieri

Canada: hypocrite pardon papal

Au Canada, pendant un siècle, quelque 150 000 enfants amérindiens ont été enrôlés de force dans des pensionnats catholiques pour éradiquer leur culture, leur langue et les intégrer, y compris à coups de trique. Le pape a présenté ses excuses mais l'Église mérite-t-elle d'être excusée pour ce crime ?

Le 25 juillet à Maskwacis (Alberta), au Canada, le pontife est venu demander « pardon pour le mal commis » contre les enfants amérindiens maltraités dans les pensionnats gérés par l'Église catholique. Il a également déploré que des religieuses et des religieux aient participé à cette politique de « destruction culturelle », imposant aux enfants « des abus physiques, verbaux, psychologiques et spirituels ». Les témoignages des adultes ayant subi ces sévices qui ont duré jusqu'en 1990 sont saisissants, comme celui de cette jeune écolière frappée à coups de ceinturon par une religieuse, parce qu'elle n'assimilait pas assez vite les cours.

Le gouvernement canadien s'était lui aussi excusé, il y a quatorze ans seulement, pour avoir créé ces écoles destinées à « tuer l'Indien dans le cœur de l'enfant » avant de verser des millions de dollars en réparation à d'anciens élèves. L'Église anglicane a fait de même. Mais jusqu'à présent, l'Église catholique,

qui administrait plus de 60 % de ces pensionnats, s'était toujours abstenue. Elle ne l'a fait qu'après que, en 2021, la découverte de plus de 1 300 sépultures d'enfants près des pensionnats a ému l'opinion. En avril dernier, le pape a donc dénoncé cette « colonisation idéologique » avant

de se déplacer en personne. Les Amérindiens attendent maintenant le rapatriement d'objets d'art détenus par le Vatican depuis des décennies.

Les excuses et le repentir sont bien tardifs. Et surtout, ils ne doivent pas faire sombrer dans l'oubli les actes criminels, ceux-ci et bien d'autres, qui ont accompagné le déploiement du monde impérialiste sur toute la planète, et le rôle ignoble souvent joué par les Églises dans la mise aux pas des peuples.

Jacques Fontenoy



À Kamloops, en Colombie-Britannique, devant le pensionnat où on a retrouvé les restes de 215 enfants.

Italie : de Draghi à Salvini et Meloni

Jeudi 21 juillet, le chef du gouvernement italien Mario Draghi a finalement remis sa démission, amenant le président de la République Sergio Mattarella à annoncer la dissolution de la Chambre des députés et du Sénat, et la tenue d'élections anticipées le 25 septembre prochain.



Giorgia Meloni, Silvio Berlusconi et Matteo Salvini.

Rien ne semblait joué pourtant après la première annonce de démission de Draghi, le 14 juillet, que le président avait refusée. Les sénateurs du Mouvement 5 étoiles (M5S) fondé par Beppe Grillo avaient fait défection lors d'un vote de confiance, voulant ainsi marquer leurs distances alors que ce vote ne faisait pas perdre la majorité

à Draghi. Mais celui-ci a saisi l'occasion pour mettre au pied du mur les députés de cette majorité d'union nationale installée en février 2021.

Il s'agissait alors de mettre à la tête du pays cet ex-dirigeant de la BCE (Banque centrale européenne). Banquier censé inspirer confiance à la bourgeoisie de toute l'Europe sur

la stabilité politique de l'Italie et sa capacité à payer sa dette, Draghi avait eu le soutien plus ou moins contraint et forcé de l'ensemble des partis à l'exception du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), héritier du parti fasciste et dirigé par Giorgia Meloni.

Cette fois pourtant, les appels à faire preuve de responsabilité politique en reconduisant ce grand financier à la tête du pays n'ont pas suffi. La raison en est simple : les élections législatives prévues pour 2023 approchent. Il faut y ajouter, et ce n'est sans doute pas le moins important, que le délai de quatre ans et six mois de mandat nécessaire pour obtenir une pension de parlementaire sera écoulé depuis les précédentes élections de mars 2018, et que cela rend visiblement les élus plus ouverts à une dissolution du Parlement...

Le 20 juillet, lors du deuxième vote du Sénat, Draghi n'a donc pas eu les voix attendues, car outre le M5S, la Ligue de Salvini et le parti Forza Italia de Berlusconi se sont abstenus. Les deux partis de droite ont sauté sur cette occasion de provoquer la crise tout en

pouvant en attribuer la responsabilité au M5S et à son « populisme ». En effet, les résultats électoraux récents et les sondages leur permettent d'espérer une nette victoire de la droite et de l'extrême droite dans le prochain Parlement. Ainsi l'unité pourrait se rétablir entre la droite de Salvini et Berlusconi, qui soutenaient le gouvernement, et Fratelli d'Italia qui affirmait se placer dans une opposition responsable. Ainsi se constituerait une large majorité, derrière une Giorgia Meloni qui se prépare déjà au rôle de Première ministre.

Ainsi, aux côtés d'alliés ne valant guère mieux, c'est le parti héritier du parti fasciste qui pourrait présider le prochain gouvernement. Il faut dire que tous les principaux partis de l'Italie dite démocratique ont fait de leur mieux pour le diaboliser et l'aider à apparaître présentable. De leur côté, les partis héritiers de la gauche, comme le Parti démocrate issu du Parti communiste, en assumant toutes les politiques gouvernementales de ces dernières années, n'ont pas seulement nourri l'absentéisme au sein des couches

populaires : ils les ont aussi en grande partie livrées à la démagogie raciste et xénophobe des Berlusconi, Salvini et Meloni. Le M5S, d'abord apparu comme parti « anti-système », est allé dans le même sens quand il s'est mué en parti de gouvernement. S'il y a laissé les deux tiers de ses électeurs, ceux-ci n'ont pas tous été perdus pour l'extrême droite.

Dans ce sinistre panorama, tout ce que sait faire le Parti démocrate, héritier de la gauche, est de regretter le banquier Draghi et d'appeler à la responsabilité pour sauver l'Italie, son économie et ses capitalistes. Non seulement sa politique porte une large responsabilité dans le renforcement des courants de droite et d'extrême droite et dans sa propre déroute, mais il est prêt à la mener jusqu'au bout.

Malheureusement, ce sont tous les travailleurs et les masses populaires qui sont ainsi menés dans l'impasse. Ils ne pourront en sortir qu'en s'armant de leurs propres perspectives et en se redonnant de véritables organisations de classe.

André Frys

Birmanie : la junte militaire exécute quatre opposants

La junte militaire au pouvoir en Birmanie vient d'exécuter quatre opposants à la dictature qu'elle impose au pays.

Parmi les victimes, il y a Phyoo Zeya Thaw, ancien député de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi, et Kyaw Min Yu, qui avait pris part au soulèvement qui avait tenté de renverser la junte en 1988, et passé de longues années en prison. Les deux autres étaient accusés d'avoir tué une informatrice des militaires.

La LND et Aung San Suu Kyi, au poste de Première ministre, avaient formellement dirigé le pays de 2016 à 2021, date à laquelle la junte a décidé de balayer cette façade démocratique car chaque élection révélait un peu plus son impopularité. Depuis, la répression s'est soldée par 1500 morts, 9000 arrestations arbitraires et des centaines de milliers de personnes déplacées. Actuellement, 69 autres personnes condamnées depuis le putsch de 2021 sont menacées d'être exécutées.

En relançant l'application de la peine de mort, l'armée entend afficher sa fermeté. Après le putsch, elle a dû faire face dans la rue à l'opposition déterminée d'une large partie de la population que ses tirs meurtriers ne décourageaient pas de manifester. Depuis, elle est confrontée à plusieurs rébellions armées, mobilisant plusieurs ethnies mais aussi de nombreux jeunes. Dans les zones où la rébellion est forte, la junte bombarde les populations.

Alors que la junte agit ainsi par la terreur, les condamnations que lui adressent les gouvernements impérialistes sont écœurantes d'hypocrisie. Les grandes puissances ont longtemps entretenu d'excellentes relations avec la junte, car la Birmanie regorge de richesses naturelles, propose une main-d'œuvre bon marché et attirait les capitalistes. Ainsi, le groupe Total y a exploité du pétrole



Des policiers antiémeutes montent la garde pendant une exécution.

et du gaz pendant trente ans, profitant du travail forcé imposé par la junte dans des zones militarisées. Ce n'est qu'en janvier dernier que Total a fait mine de découvrir les exactions du régime

militaire et annoncé son désengagement qui, à ce jour, n'est pas effectif et sans qu'on sache les conséquences qu'il peut avoir pour ses employés locaux.

Comme bien d'autres pays

emergents, la Birmanie est mise en coupe réglée par les puissances impérialistes. Pour cela, les dictatures à la façon birmane leur sont un auxiliaire indispensable.

Julien Bisson

États-Unis, 1932 : les balles de l'armée contre les manifestants

La Grande Dépression, entraînée aux États-Unis par la crise de 1929, provoqua une misère telle que l'on vit même les anciens combattants, dont les rangs étaient constitués en partie de travailleurs, marcher sur la capitale. Aussi, le 28 juillet 1932, le gouvernement, sourd à leurs revendications, envoya-t-il l'armée réprimer ceux que l'État américain avait envoyés combattre en Europe quinze ans auparavant.

Cette crise de 1929 était une catastrophe sociale brutale pour la classe ouvrière et de vastes couches populaires. Le nombre de chômeurs officiellement recensés, négligeable en 1929, grimpa à près de 13 millions à la mi-1932, soit un taux de 25%.

Les petits agriculteurs furent frappés, ces mêmes années, de calamités naturelles qui accélèrent la chute de leurs revenus. Les dettes et hypothèques ne pouvant plus être payées, 400 000 fermes passèrent dans les mains des banques entre 1929 et 1932, et autant de familles de paysans furent expulsées de leurs terres.

Le nombre de travailleurs sans domicile fixe, que la bourgeoisie appelait vagabonds, qui traversaient le pays en passagers clandestins des trains de marchandises à la recherche d'un travail, bondit jusqu'à 300 000. Pourchassés et maltraités par la police et des milices payées par les compagnies ferroviaires, plus de 24 000 perdirent la vie sur le réseau de chemin de fer entre 1929 et 1939.

Faute de moyens, 2 600 écoles fermèrent, laissant 300 000 enfants sans éducation. Les soupes populaires se multiplièrent, servant souvent le seul repas quotidien de bien des chômeurs.

Chômeurs et vétérans s'organisent

Parmi les anciens combattants de la Première Guerre mondiale, dont deux millions avaient été expédiés en Europe en 1917 et 1918, les conséquences de la crise se faisaient aussi sentir. En 1924, le gouvernement américain s'était opposé à ce qu'ils touchent immédiatement la prime de démobilisation qui leur avait été promise. Le président Coolidge eut ce mot : « *Le patriotisme, s'il est acheté, n'est pas du patriotisme* », argument qu'il ne servit jamais aux officiers

de carrière, bien sûr. Tout au plus concéda-t-il un bonus qui ne pourrait être converti en dollars que vingt ans plus tard.



Vétérans réunis en juin 1932, avant la marche vers Washington.

Au moment où le mécontentement des vétérans s'accroissait, des marches de chômeurs, marches de la faim, commencèrent à sillonner les États-Unis. En janvier 1932, 25 000 chômeurs de Pennsylvanie se rendirent à Washington – 500 kilomètres à pied – pour demander aux autorités de financer des travaux publics qui leur donneraient du travail, d'accorder des prêts d'urgence aux fermiers et d'augmenter l'impôt sur les successions. Les marcheurs étaient approuvés et nourris par les populations des villes qu'ils traversaient. Bien qu'elle fût surnommée Cox's Army, d'après le nom du prêtre catholique qui en prit la tête, cette « armée » populaire ne menaça guère ni la bourgeoisie ni le pouvoir. Arrivé à Washington, et après avoir remis ses revendications au Congrès et au président Hoover, Cox fit faire demi-tour aux marcheurs, qui entreprirent le voyage retour.

Au printemps 1932, ce fut le tour des associations d'anciens combattants d'organiser la convergence de leurs membres au chômage sur la capitale. Une dizaine de

milliers de protestataires, certains venus avec femme et enfants, construisirent un campement à Washington, à l'image de ces bidonvilles peuplées de pauvres, ironiquement appelés Hoovervilles, qui apparaissaient au cœur des grandes villes américaines.

Des organisations réactionnaires mais populaires

Beaucoup d'organisations de vétérans avaient été fondées en 1919 avec l'aide du gouvernement et avaient servi de force de frappe contre la vague de grèves qui avait alors touché les États-Unis. Leurs dirigeants étaient anticommunistes et violemment hostiles aux syndicats. Dix ans plus tard, ils devaient tenir compte de la profonde détresse de leurs membres et revendiquaient le paiement immédiat du bonus, d'où le nom de Bonus Army. Mais ils voulaient s'y limiter, désireux d'éviter que d'autres revendications n'émergent, et surtout des revendications communes à l'ensemble des chômeurs ou de la classe ouvrière. Le combat des vétérans aurait pourtant pu rejoindre, en juillet 1932, celui des 15 000 peintres en bâtiment de New York ou des 15 000 ouvriers du textile de Caroline du Nord en grève contre des diminutions de salaire.

Le président Hoover n'en prit pas moins peur, voyant que son refus de céder ne faisait pas repartir cette « armée » qui campait juste de l'autre côté de la rivière, non loin de la Maison-Blanche. Au contraire, elle grossissait jusqu'à atteindre en juillet

autour de 30 000 membres. Les protestataires furent accusés d'abriter des communistes. Il y en avait certainement, bien que les dirigeants du mouvement aient chassés régulièrement du campement. Mais cela ne suffisait plus à effrayer les vétérans qui, en 1932, étaient bien plus touchés qu'en 1919 par la dénonciation d'un capitalisme désormais en faillite.

L'État réprime

Le 15 juin, 6 000 vétérans manifestèrent devant le Capitole, au moment où le Sénat votait contre le paiement immédiat de leur bonus. Puis ils se mirent à manifester plus fréquemment devant des immeubles fédéraux du centre de la capitale, voire à les occuper, ne se contentant plus de camper à l'extérieur. Le pouvoir ne pouvait plus le tolérer.

Ceux qui étaient à la tête du mouvement continuaient cependant de supplier les élus et de faire des discours patriotiques, alors que les autorités préparaient manifestement la répression. La police venait de tirer sur 300 chômeurs qui réclamaient du travail sur le chantier d'une digue dans l'Illinois, faisant un mort et trente blessés. À Saint-Louis, dans le Missouri, elle avait attaqué une manifestation de milliers de travailleurs et leurs familles, qui demandaient des secours alimentaires à la municipalité, faisant un mort et trois blessés par balles.

Le 28 juillet, dans la capitale, la police entreprit de chasser les vétérans du centre-ville. Ils résistèrent aux gaz lacrymogènes et

furent rejoints au cours de l'après-midi par leurs camarades du campement. L'action de la police était une provocation orchestrée par Hoover, qui avait par ailleurs mobilisé un millier de soldats et cavaliers, avec mitrailleuses et tanks, pour faire régner l'ordre à Washington. Dirigée par des officiers promis à tous les honneurs et à toutes les responsabilités, tel Mac Arthur, Eisenhower et Patton, l'armée tira. La cavalerie chargea en pleine ville pour repousser les manifestants vers leur campement. Puis l'infanterie, baïonnette au canon, sous les insultes de la foule qui se massait sur les trottoirs, incendia les tentes et abris pour disperser complètement le rassemblement installé depuis des semaines.

Hoover mit ainsi fin à la protestation, au prix de deux morts et de nombreux blessés. En novembre 1932, il allait payer le prix de sa politique répressive par une impopularité accrue, ce qui aida Roosevelt à le battre lors de l'élection à la présidence. Confronté à une nouvelle marche des vétérans en mai 1933, le nouveau président y mit fin en les enrôlant pour des grands travaux et en 1936, enfin, le Congrès leur accorda le paiement de leur bonus.

Ni Roosevelt ni la bourgeoisie américaine n'en avaient pourtant fini avec la contestation sociale entraînée par la crise : à partir de 1934, les luttes de la classe ouvrière américaine, jusqu'ici sporadiques, allaient devenir massives, puis se généraliser.

Lucien Détroit



Le 5 juillet 1932, devant le Capitole à Washington, des milliers de vétérans demandent qu'on relâche leurs camarades.

Hôpital: victime chronique de la loi du profit

La crise du Covid avait montré l'incapacité totale du système de santé à faire face à une situation sanitaire grave, malgré les mensonges des gouvernants sur « notre pays qui a le meilleur système de santé au monde ». Mais aujourd'hui cette crise est devenue chronique.

L'édifice craque de partout, encore plus cet été 2022 où des mesures scandaleuses ont été prises, comme la fermeture de services d'urgence ou l'obligation d'appeler au préalable le 15, chargé de faire le tri des malades!

Les hôpitaux voient une véritable hémorragie de leur personnel, médecins, infirmiers et autres paramédicaux, qui trouvent dans le privé des rémunérations plus élevées. Mais cela n'explique pas tout, comme le dit un médecin du centre hospitalier de La Rochelle. Pour lui, toute une série d'éléments compensaient cette différence des rémunérations, à savoir « le plateau technique, la recherche et l'enseignement, l'innovation, le travail en équipe... Mais tout cela s'est délité avec les restrictions budgétaires, les postes vacants et l'explosion du temps de travail et de la charge des soins. »

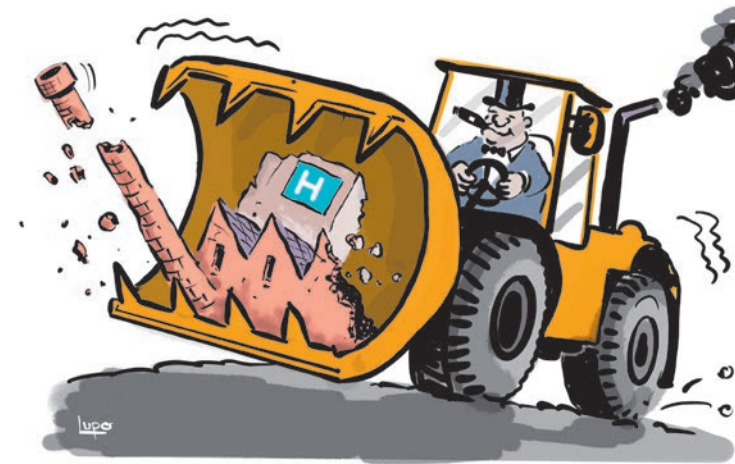
Les départs ne seront pas compensés par l'arrivée de jeunes médecins, la pénurie médicale dans le pays restant entière malgré la suppression du numerus clausus mis en place en 1971 et qui limitait leur nombre. Les déserts médicaux ne sont pas près de disparaître: dans un département comme le Loiret, près de 40000 personnes n'auraient pas de médecin traitant et n'en trouveront pas, du fait des départs en retraite de médecins qui ne trouvent pas de remplaçants.

L'hémorragie concerne aussi bien sûr les infirmiers et les autres personnels, sages-femmes, kinésithérapeutes, etc. Leur faible rémunération les pousse à aller voir ailleurs – en intérim, ils sont payés le double et peuvent choisir leurs horaires de travail – et ce ne sont pas les 183 euros net du Ségur de la santé qui y ont changé quoi que ce soit,

d'autant que tous les personnels paramédicaux ne les ont pas touchés! Et, pour tous ceux qui restent quand même, la surcharge de travail devient vite insupportable et tourne presque à l'enfer, avec les heures supplémentaires, les vacances annulées, etc.

Au CHU d'Orléans, une infirmière témoigne que, le jour, elle doit s'occuper seule de dix patients, et la nuit de trente-trois. Alors, parler de travail d'équipe dans ces conditions n'a plus aucun sens. D'après un responsable syndical, il y aurait 60000 postes d'infirmier vacants sur le pays, chiffre que Martin Hirsch, ancien directeur de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), avait confirmé en mai 2022 en parlant de 1400 infirmiers dans cette administration. Et la décision de l'ex-ministre de la Santé, Bourguignon, de permettre aux infirmiers de travailler dès l'obtention de leur diplôme cet été n'y changera rien.

Les malades subissent les conséquences de cette dégradation. Il y a moins de soignants et aussi moins de



lits, la fermeture de ceux-ci n'ayant connu aucune pause même en période Covid avec près de 5000 lits fermés en 2021. Alors, comment s'étonner des images indignes de patients passant des nuits dans des couloirs sur des brancards, et d'ambulances faisant la queue devant les Urgences? En été, c'est encore pire. Au CHU de Rennes, 23% des lits sont fermés cet été, deux fois plus que l'an dernier. À Orléans, plus de 160 lits ont été fermés sur 997, dans un établissement flamant neuf.

Alors, on ne peut que comprendre quand une chef de service du CHU d'Orléans dit: « Tout s'est étioilé. Aujourd'hui on a le sentiment que le bateau coule, que la brèche a été ouverte. » Mais si c'est un naufrage, c'est aussi le résultat d'une politique consciente de financiarisation des hôpitaux publics, où les critères de rentabilité prennent complètement le

pas sur les besoins des malades et du personnel. En parallèle, un secteur privé très lucratif ne cesse de se développer, s'engouffrant dans tous les domaines où la médecine de ville et hospitalière est à bout de souffle. Ce sont les cabinets de radiologie qui, moyennant dépassements d'honoraires, font sept jours sur sept les IRM et autres scanners, quand ailleurs les rendez-vous pour ceux-ci sont à plusieurs semaines ou mois. Ce sont les centres d'ophtalmologie et dentaires privés qui répondent à l'absence de possibilités en ville ou à l'hôpital. C'est la mise en coupe réglée des services pour les seniors, « l'or gris » des Ehpad et leurs scandales sans cesse dénoncés. Le capitalisme et la recherche du profit maximal font des ravages, dans le domaine de la santé comme dans tout le reste de la société.

Cédric Duval

Centre Ibis – Bagnolet: en grève pour les salaires et la régularisation

Depuis l'épidémie de Covid, l'hôtel Ibis de Bagnolet, en Seine-Saint-Denis, a été transformé en centre d'hébergement social. L'État a contractualisé la gestion du centre à l'association Coallia, géant de ce secteur, qui sous-traite la gestion des repas de plus de 400 résidents à Gaba Global Service.

Les agents employés par Gaba, dont beaucoup sont sans papiers, ne sont pas payés depuis cinq mois et, mercredi 20 juillet, sept d'entre eux se sont mis en grève, rejoints ensuite par d'autres. Ils ont le soutien des autres travailleurs du site et des résidents, qui viennent eux aussi souvent de loin dans le monde. Depuis le démarrage du centre, les paies des agents sont incomplètes, versées en retard, les congés et les jours fériés ignorés, les plannings peuvent enchaîner deux équipes d'affilée. Les agents ont compté les heures non payées et ce sont des milliers qui manquent.

La grève change les choses et met publiquement Coallia (dont le dirigeant Jean-François Carrenco vient d'être nommé ministre des Outre-mer) face à une situation qu'elle connaît pourtant depuis longtemps. Une des responsables est passée il y a plusieurs semaines sur le site et avait conseillé aux agents de prendre les plateaux repas des résidents pour manger, de chercher un avocat... et du travail ailleurs. Les deux entreprises se renvoient la balle, alors que les deux sont responsables: Gaba a profité de la situation administrative

des agents, mais c'est bien Coallia qui ne paie pas.

Les agents ont besoin d'un salaire au complet pour vivre, qu'ils aient des papiers ou non, qu'ils soient sous-traitants ou non. Pour leur paie comme pour leur régularisation, la grève est le seul moyen de se faire entendre.

Correspondant LO



Swissport: voyages sans bagages

Voyant que les bagages s'accumulent sans partir dans les aéroports européens, Warwick Brady, patron de Swissport, conseille dans une interview aux vacanciers de ne voyager cet été qu'avec des bagages à main. Pour lui, on voit là « les conséquences de deux années de pandémie »: le personnel manque « au tri

des bagages, au contrôle de sécurité, à la surveillance des vols... partout », reconnaît-il.

C'est le même Swissport qui s'occupe de la gestion des bagages de nombre d'aéroports dans le monde. Après avoir licencié, poussé au départ, les patrons ont créé la pénurie de personnel et la pagaille actuelles.

Les mêmes font mine de s'étonner aujourd'hui de ne pas arriver à recruter, avec des conditions de travail difficiles et des salaires bas. Reste à savoir, après le voyage sans bagage, ce qu'ils vont proposer? Pourquoi pas des avions sans pilote, pour économiser sur les salaires?

Alain Lecaie

Capécure – Boulogne-sur-Mer : des profits dopés par l'exploitation et l'argent public

Capécure à Boulogne-sur-Mer est la première zone industrielle de transformation des produits de la mer en Europe, avec 400 000 tonnes traitées par an et environ 5 000 ouvriers.

Le secteur dégage d'énormes profits et plusieurs géants de l'agroalimentaire sont implantés là.

On trouve ainsi l'entreprise Mowi, numéro un mondial du saumon d'élevage avec 30% de parts de marché. Cotée à la Bourse d'Oslo, l'entreprise a réalisé 511 millions d'euros de bénéfices net en 2021, un record historique. Dans un communiqué, Mowi se félicite « de la flambée des prix du saumon sur tous les marchés en raison d'une augmentation continue de la demande mondiale combinée à une faible offre. » Si l'inflation est un problème pour les travailleurs, elle réjouit les actionnaires.

On trouve également Findus, filiale du trust Nomad Food Limited coté à la Bourse de New-York et dont le siège social se trouve dans le paradis fiscal des Îles Vierges britanniques. Il y a aussi Capitaine Houat, filiale du

groupe Intermarché, chez qui le poisson est conditionné avant de finir dans les rayons des supermarchés de toute l'Europe.

Ces entreprises, déjà très riches, sont largement arrosées de subventions publiques. Et tous les prétextes sont bons pour demander à l'État de passer à la caisse: Brexit, Covid, guerre en Ukraine. Au mois de juin, se sont tenus à Boulogne-sur-Mer les états régionaux de la filière halieutique. Les patrons ont pu s'adresser directement aux représentants de l'État et ont obtenu une enveloppe de 27 millions d'euros, sans aucune contrepartie. Il leur a suffi d'affirmer que « la guerre en Ukraine engendre beaucoup d'incertitudes ».

Lors de ces états régionaux, il n'était évidemment question ni des profits réalisés par ces entreprises, ni des conditions de travail de ceux qui sont la base de toute cette activité: les ouvriers

de l'agroalimentaire.

Dans les ateliers de découpe du poisson, la température est de 6°C et on y travaille en accumulant les couches de vêtements. Les gestes répétitifs liés à la découpe des filets et les cadences causent de nombreux troubles musculo-squelettiques. Et, dans une ville qui compte 18% de chômeurs, les patrons tirent les salaires vers le bas. Le recours à l'intérim est massif. Avant de décrocher un CDI au smic, les ouvriers ont bien souvent tourné dans toutes les entreprises de la zone.

Ce n'est pas le manque d'argent qui empêche les patrons d'augmenter les salaires et d'embaucher massivement, pour que le travail soit moins dur dans les ateliers. Avec un État qui subventionne les profits et ferme les yeux sur leurs conditions de travail, les salariés ne devront compter que sur leurs propres forces pour imposer que leurs intérêts passent avant ceux des actionnaires.

Correspondant LO

Verrerie Arc – Pas-de-Calais : bas salaires et grosses subventions

Au début de l'été, le groupe Arc, « leader mondial des arts de la table », a reçu du nouveau gouvernement un nouveau chèque exceptionnel d'argent public de 18,5 millions d'euros.

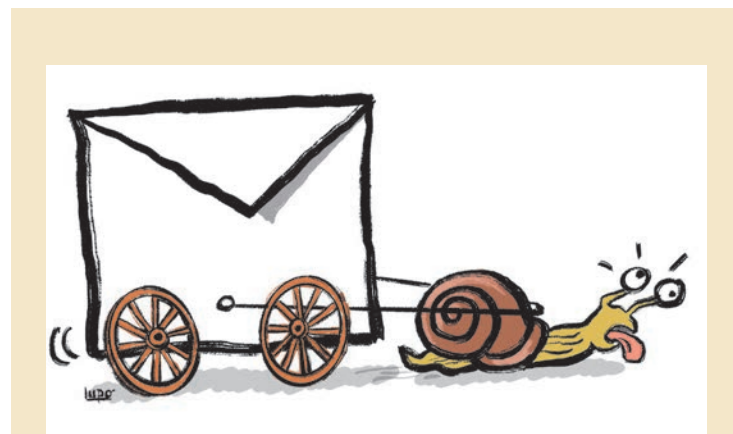
Il porte à plus de 200 millions d'euros les aides exceptionnelles versées par l'État

à l'entreprise sur ces seules trois dernières années.

Ce chiffre ne prend pas

en compte toutes les aides permanentes que les patrons touchent de la part de l'État. Le CICE, par exemple, a été remplacé par un allègement des cotisations sociales pérenne de 6% de l'ensemble des salaires versés ne dépassant pas 2,5 fois le smic, soit la quasi-totalité de ceux des 4 600 embauchés. Cette aide de l'État se chiffre donc chaque année en dizaines de millions d'euros.

Patrons et politiciens, locaux et nationaux, justifient cet afflux permanent d'argent public en affirmant qu'il faut aider l'entreprise à sortir d'une mauvaise passe et à investir. Mais les effectifs d'embauchés ont fondu ces dernières années, en faisant appel à toujours plus de salariés précaires, CDD et intérimaires (près d'un millier actuellement), alors



La Poste : toujours moins vite

La Poste a annoncé jeudi 21 juillet qu'à partir de 2023 les lettres timbrées en vert, qui représentent 95% du courrier, arriveront avec un délai de trois jours au lieu de deux.

Les quelques réfractaires qui utilisent encore le timbre rouge, assurant en théorie une distribution le lendemain, devront désormais s'initier à un système complexe combinant une saisie en ligne puis une impression par La Poste à destination, ce qui devrait éliminer la plus grande partie de ces usagers.

Avec son hypocrisie habituelle, La Poste invoque sa volonté de « réduire son empreinte carbone et de pérenniser le service universel postal ». C'était déjà l'argument en 2011 pour le lancement de la lettre verte, vendue comme plus écologique, d'où sa couleur. En fait, il s'agit uniquement de supprimer du personnel, en particulier dans les centres de tri qui travaillent la nuit, dans le réseau de véhicules qui transportent le courrier, et aussi parmi les facteurs. La Poste pense ainsi économiser entre 100 et 150 millions d'euros par an.

La Poste, société anonyme à capitaux d'État, veut faire des bénéfices, et

si possible beaucoup. Elle traîne donc comme un boulet les obligations du service postal universel, héritage d'un passé déjà lointain, qui lui imposent de distribuer le courrier sur tout le territoire six jours sur sept et dans des délais garantis, et cherche à tout bout de champ à renégocier ces obligations à la baisse. L'État a ainsi accepté en juillet 2021 que les délais de distribution soient portés à trois jours et accordé à La Poste une dotation budgétaire annuelle de 500 millions d'euros.

L'argument de La Poste, toujours le même, est qu'avec Internet le trafic diminue. Et alors? Rentable ou pas, le courrier papier est utile, et chaque jour les facteurs rencontrent des gens qui attendent leurs lettres. Il n'y a aucune raison que la distribution soit ainsi laissée à l'abandon, ni que les postiers qui l'assurent soient jetés à la rue ou obligés de travailler dans de mauvaises conditions.

D. M.



que la production, elle, s'est maintenue. Les fabricants de vaisselle profitent même d'une forte croissance de leurs ventes, du fait notamment de la réouverture des restaurants.

Les investissements, eux, n'existent que dans les discours, car les travailleurs sont confrontés à des conditions aggravées. Le manque de pièces pour réparer les machines, le manque de consommables de base comme de l'essuie-tout, l'absence de

climatisation dans les camions de l'entreprise, etc., rendent le travail chaque jour plus difficile. Ce manque d'investissements touche y compris de grosses infrastructures, comme ce transformateur électrique qui a pris feu lors du dernier épisode de canicule.

De quoi rajouter dans le dictionnaire, à la définition de parasite, « nom masc., être qui vit aux dépens des autres », un synonyme: patrons.

Correspondant LO

Transdev - Seine-et-Marne : face à la colère, les représailles de la direction

Au dépôt Transdev de Vaux-le-Pénil, situé sur l'agglomération de Melun, c'est le chaos dans l'organisation du travail.

Les feuilles de paye sont pleines d'erreurs et les horaires de travail sont en deux parties, sur des amplitudes qui atteignent 13h30, le tout accompagné des pressions de la direction. Le nombre de travailleurs en dépression ou en instance de divorce a augmenté.

Il y a un an, tous les conducteurs de bus avaient fait grève durant sept semaines, avec d'autres dépôts des environs comme ceux de Vulaines et Lieusaint-Cesson. La grève

avait gagné d'autres sites de Transdev en région parisienne. Les grévistes avaient interpellé Valérie Péresse durant son meeting de campagne local. Face à l'ampleur du mouvement, la direction avait été contrainte à des reculs partiels, mais depuis elle revient en arrière et surtout essaye de reprendre la main. En prononçant le licenciement d'un contrôleur qui a été actif dans la grève, elle vient de franchir un nouveau cap dans sa volonté de représailles envers les

grévistes. Lors de la grève, lui, ses camarades avaient pu empêcher leur transfert dans une filiale, et sont restés affectés au dépôt de bus.

Suite à un contrôle positif à un test salivaire au THC, qui est un composant du cannabis, ce contrôleur est accusé de consommation de drogues. Il a pourtant transmis à la direction une attestation de son médecin concernant les médicaments de son traitement, contenant des substances qui déclenchent le test, et a le jour même eu une prise de sang négative. C'est évidemment de la part de la direction une machination pour se débarrasser d'un



Lors de la dernière grève, en septembre 2021.

travailleur qui ne baisse pas la tête devant les patrons et s'oppose à leurs plans.

Parallèlement, les usagers en ont assez des bus en nombre insuffisant à cause du manque d'effectifs. Les tensions sont importantes et les conducteurs de bus se retrouvent pris à partie du fait de cette exaspération. Tout cela vient après le passage du dépôt à de nouvelles conditions de travail prétextées par l'ouverture à la concurrence. Un calcul des heures supplémentaires et primes a aussi été revu à la baisse.

Pour Transdev, cette

ouverture à la concurrence est une opportunité pour revoir les horaires, primes, rémunérations à la baisse. Les mêmes attaques ont lieu dans les dépôts de Keolis et de la RATP, dont le passage en lots mis en appel d'offres est échelonné sur plusieurs années.

À Vaux-le-Pénil, la grève est évoquée pour le 1^{er} septembre, voire avant. La détermination des travailleurs pourrait entraîner encore plus de conducteurs de bus de la région parisienne, tous confrontés aux mêmes attaques.

Correspondant LO

Safran - Corbeil : la direction ne digère pas les grèves

Un travailleur de l'usine Safran de Corbeil vient d'être licencié par la direction. Il avait été un militant des débrayages pour 200 euros d'augmentation qui avaient touché fortement l'usine et celle de Villaroche au début 2022.

Le motif invoqué, complètement fallacieux, reflète bien l'état d'esprit d'une direction de Corbeil qui ne tolère pas que des

travailleurs lui tiennent tête. Ainsi: sur une question de mise en place de doubles dans l'atelier, il aurait « exprimé son désaccord

en criant, en agitant les bras et en s'exprimant de façon très virulente ». Et voilà le crime de lèse-majesté!

En fait, personne n'est dupe, la hiérarchie du secteur et la direction de Corbeil voulaient se débarrasser de lui, ce n'est pas la première tentative. Il les gêne et cela ils n'en veulent

plus, ils veulent faire marcher tout le monde au pas.

Malgré la période estivale une soixantaine de travailleurs ont réagi en débrayant sur un appel de la CGT. La direction qui décidément ne supporte pas les grèves a annoncé qu'ils seraient considérés en absence injustifiée de

leur poste.

Alors qu'elle veut mettre en place un système d'horaires nouveaux qui suscite un fort mécontentement, la direction pense peut-être empêcher toute réaction en réglant le problème par la peur. Elle fait totalement fausse route.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

TotalEnergies : le pyromane joue au pompier

Alors que le prix du carburant continue de s'envoler, avec le litre à plus de 2 euros, le patron de TotalEnergies a annoncé une ristourne de 20 centimes par litre à partir du 1^{er} septembre.

Cette réduction passerait à 10 centimes au 1^{er} novembre. Elle s'ajoutera à la ristourne de 18 centimes financée par le gouvernement qui souhaite la remplacer par un autre système de subvention. Bruno Le Maire a aussitôt salué «une mesure juste, forte et bonne pour les consommateurs». Pouyanné, le PDG de Total, n'a pourtant rien d'un bienfaiteur de l'humanité! Son annonce, juste avant la publication des résultats du groupe pour le deuxième trimestre, est un contre-feu et un coup de publicité.

Depuis des semaines, la question d'une taxe exceptionnelle sur les superprofits des entreprises de l'énergie agite les dirigeants politiques de toute l'Europe.

Il faut dire que de tels profits choquent quand la population doit se restreindre. En 2021, les cinq majors pétrolières (Exxon, Chevron, Shell, BP et TotalEnergies) ont encaissé 80 milliards de dollars de profits, à peu près la même somme en euros, dont 16 milliards pour la compagnie française Total. Au premier trimestre de cette année, Total a déjà engrangé 5 milliards d'euros, sa concurrente anglo-néerlandaise Shell, 9 milliards. Ces superprofits sont redistribués à leurs actionnaires, sous forme de dividendes ou de rachats de leurs propres actions pour en faire monter la valeur. Ainsi Shell en a racheté pour 8,5 milliards de dollars au premier semestre 2022.

En France, la taxe exceptionnelle a été écartée de la loi sur le pouvoir d'achat car Macron et Le Maire y sont hostiles. Ils se contentent de demander, poliment, aux entreprises de l'énergie, ainsi qu'au transporteur maritime riche CMA-CGM, de «faire un effort sur les prix». Mais beaucoup de députés, y compris certains macronistes, envisageaient d'y revenir dans la loi de finances en discussion à l'Assemblée. En prenant les devants, sans doute après avoir négocié avec Le Maire, Pouyanné espère éviter une telle taxe, tout en jouant les grands seigneurs. En mars, il avait déjà accordé une réduction de 10 centimes par litre dans quelques stations-service et un chèque de 100 euros à quelques milliers de ses clients du gaz les plus précaires.

Même une éventuelle

taxe exceptionnelle serait dérisoire. Les compagnies énergétiques ne profitent pas seulement de la flambée des prix : elles l'orchestrent. Chaque événement, guerre en Ukraine, tempête violente, fermeture du canal de Suez, leur sert de prétexte pour spéculer sur la montée des prix. En mettant plus ou moins de pétrole sur les marchés, en ouvrant ou fermant les vannes de leurs raffineries, les compagnies pétrolières, plus puissantes que les États, jouent un rôle majeur dans la spéculation. À la pompe, les prix de vente varient quotidiennement, plus vite à la hausse qu'à la baisse, alors que le carburant distribué a été pompé, acheté et raffiné des mois auparavant, quand le baril coûtait moins cher. Le coût de production du baril de pétrole étant, pour Total, entre 45 et 50 dollars,



la compagnie encaisse des surprofits quand le prix du baril dépasse ces valeurs. Les profits faramineux des compagnies pétrolières proviennent de cette spéculation et de l'exploitation des travailleurs de tout le secteur pétrolier.

Pour contrôler vraiment le prix de vente et les conditions de production de l'énergie, les travailleurs devront exproprier complètement, sans indemnité ni rachat, les grandes entreprises qui la produisent.

Xavier Lachau

Migrants : liberté de circulation et d'installation!

De nouveau, des centaines de migrants ont débarqué sur les côtes italiennes, dans un état catastrophique, tandis que de l'autre côté de l'océan, aux Bahamas, une quinzaine de migrants haïtiens sont morts noyés.

Le nombre de migrants dans le monde ne cesse d'augmenter : en vingt ans,

le chiffre a bondi de 174 à 281 millions. L'extrême droite, mais aussi tous les gouvernements des pays dits «à hauts revenus», quelle que soit leur couleur politique, se sont emparés du sujet, pour dénoncer qui «le grand remplacement», qui la «concurrence déloyale». Mais tous se gardent

de dénoncer les causes qui poussent ces hommes et ces femmes à risquer leur vie pour tenter d'améliorer, ne serait-ce qu'un peu, leurs conditions d'existence. La misère, la guerre, la violence des gangs, la famine, ravagent pourtant une bonne partie de la planète. La Méditerranée est ainsi devenue

l'une des routes migratoires les plus dangereuses au monde, un cimetière où meurent chaque année des centaines de migrants venus parfois de très loin.

Les pays développés peuvent bien fermer leurs portes aux pauvres – tandis que les riches, eux, peuvent s'installer où ils le veulent –,

ils ne les empêcheront pas de fuir la guerre et la misère. Ils ne sont pas des ennemis, mais des alliés pour renforcer leurs frères de classe, les travailleurs des pays riches, et ont le même intérêt qui est de mettre fin à ce système capitaliste barbare.

Camille Paglieri



Été 2022 : Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière ont repris leurs tournées d'été, qui se dérouleront jusqu'à la fin du mois d'août. Dans les différentes régions du pays, ils vont à la rencontre des classes populaires. C'est l'occasion de discuter de la situation actuelle et de ce qui attend les travailleurs, face à ce nouveau gouvernement qui poursuit la même politique que ses prédécesseurs, au service du grand patronat.



Bassin minier

Jeudi 28 juillet :
Avion
Vendredi 29 juillet :
Sin-le-Noble
Samedi 30 juillet :
Douai

Champagne-sud

Jeudi 28 juillet :
Vitry-le-François
Vendredi 29 juillet :
Chaumont
Samedi 30 juillet :
Chaumont/Troyes

Saône-et-Loire

Jeudi 28 juillet :
Autun
Vendredi 29 juillet :
Chalon-sur-Saône

Samedi 30 juillet :
Chalon-sur-Saône

Aquitaine

Lundi 1^{er} août :
Lormont
Mardi 2 août :
Lormont
Mercredi 3 août :
Angoulême
Jeudi 4 août :
Libourne
Vendredi 5 août :
Langon
Samedi 6 août :
Libourne

Côte d'Opale

Lundi 1^{er} août :
Boulogne-sur-Mer
Mardi 2 août :
Saint-Omer
Mercredi 3 août :
Dunkerque
Jeudi 4 août : Dunkerque
Vendredi 5 août : Calais
Samedi 6 août :
Calais

Jura

Lundi 1^{er} août :
Dole
Mardi 2 août :
Dole
Mercredi 3 août :
Lons-le-Saunier
Jeudi 4 août :
Lons-le-Saunier
Vendredi 5 août :
Louhans
Samedi 6 août :
Louhans

Dordogne-Limousin

Lundi 1^{er} août :
Périgueux
Mardi 2 août :
Brive-la-Gaillarde
Mercredi 3 août :
Brive/Périgueux
Jeudi 4 août :
Limoges
Vendredi 5 août :
Châteauroux/Buzançais
Samedi 6 août :
Châteauroux